



Risques, pollutions et habitabilité d'une zone industrialo-portuaire : le cas du Golfe de Fos

Porteur : Christelle Gramaglia

Notre objectif est d'enquêter sur l'habitabilité des zones industrialo-portuaires littorales, ce qui la menace tout autant que les mobilisations destinées à la sauvegarder et les pratiques socio-spatiales plus discrètes qui y perdurent et peuvent viser à la restaurer. Le travail que nous nous proposons de réaliser est une contribution à la réflexion sur les situations d'insécurité ontologiques suscitées par la modernité (Giddens 1994), plus particulièrement les pollutions et les alertes environnementales et sanitaires. Nous examinerons comment les personnes qui vivent dans des territoires lourdement impactés par les activités industrielles font malgré tout avec les pollutions, selon qu'elles choisissent de rester ou ne peuvent partir, prenant la parole pour dénoncer le caractère inacceptable des phénomènes qu'elles subissent et des restrictions d'accès ou d'usage que cela entraîne (sachant que les terrains de la ZIP de Fos à Port-Saint-Louis-du-Rhône appartiennent au Grand port maritime de Marseille, et que dans les espaces interstitiels entre docks, darses, usines et marais et sansouires la chasse, la pêche mais aussi la cueillette de champignons et d'asperges sauvages, de même que le nautisme se pratiquent parfois en limite de la légalité) ou préférant garder le silence. Nous regarderons comment les uns et les autres s'approprient les informations sur les pollutions qui leur parviennent ou développent d'autres formes de savoir qu'elles leur opposent. Nous interrogerons les conséquences que cela peut avoir sur le respect ou non des interdictions à visées sécuritaires, environnementales ou sanitaires. Nous nous pencherons aussi sur les représentations que divers habitants pourraient avoir produites à partir de leur expérience propre, de même que les cartes qu'ils pourraient avoir dessinées pour matérialiser les problèmes en cause et y parer personnellement. Nous verrons donc comment dans un même territoire, d'une manière plus large, on parle de la pollution, sous quel angle et avec quelles réserves. Nous observerons aussi les pratiques socio-spatiales, dans les jardins et l'environnement immédiat, essayant de repérer des détails qui révéleraient des changements discrets, par exemple, dans les soins apportés à la consommation des denrées prélevées, ou toute précaution laissant penser que les habitants auraient pu développer des méthodes singulières de déni, mise à distance du risque ou adaptation, comme l'une des personnes interrogée par K. Erikson, plusieurs années après la catastrophe de Three Mile Island, qui habitait toujours à proximité de la centrale, mais laissait sa radio constamment allumée (1994). Nous faisons l'hypothèse que certaines des pratiques socio-spatiales évoquées plus haut ont été modifiées. Certaines ont pu être abandonnées tandis que d'autres ont fait l'objet d'aménagement destinés à minimiser l'exposition aux risques. Nous essayerons de savoir lesquelles, selon quelles modalités et à quelle échelle de temps de manière à mieux envisager les conséquences de la pollution sur le tissu social (Freudenburg 1997). Nous tâcherons aussi de repérer dans les discours des moments de basculement entre des arguments qui tendraient à relativiser le danger et d'autres à le grandir, sachant c'est au cœur de ces contradictions que s'exprime, en mode mineur (Piette 1996) l'ambivalence des rapports aux risques. Nous nous donnons également pour but de récolter des témoignages qui pourraient aider à penser les transformations territoriales des 50 dernières années et ainsi contribuer à la mise en forme de la mémoire de ce qui a été perdu ou éventuellement gagné que ce soit au niveau fonctionnel ou symbolique. Une autre de nos hypothèses, c'est qu'une estimation d'ensemble des dommages environnementaux n'a pour le moment pas été faite bien qu'elle existe de façon latente au moins chez les plus anciens habitants de la ZIP au

niveau individuel, familial ou proximal. Leur expérience originale des modifications du territoire et leurs souvenirs (pouvant s'incarner dans des lieux ou des objets) sont des indices à partir desquels nous entendons nourrir la réflexion critique sur la résilience comme celle portant sur le devenir du territoire. Notre enquête prendra plusieurs directions interrogeant deux modalités de l'habitabilité des zones industrialo-portuaires littorales en lien avec les risques et les pollutions que nous examinerons l'une en regard de l'autre : 1) Les formes d'engagement public : autrement dit les prises de position critiques dans l'espace public ou mobilisations pour changer les termes du compromis territorial (le slogan des mobilisations à Fos contre le projet de terminal méthanier GDF Cavaou et l'incinérateur était « ni partir, ni mourir à Fos »). 2) Les pratiques socio-spatiales d'ordre privé : c'est-à-dire les autres attitudes et réactions plus discrètes qui se donnent à voir dans la modification éventuelle des usages ancrés dans le territoire, les habitants ajustant et renouvelant leurs pratiques ou en développant de nouvelles dans le cadre du compromis territorial (se construire des espaces de liberté dans une zone très fortement impactée, ou changer pour limiter les risques, par exemple, ne plus donner les produits de sa pêche à ses enfants). Pour ce faire, nous nous référerons et mettrons à l'épreuve les travaux d'A. Hirschman (1970) et A. Giddens (1994) qui ont cherché à modéliser les réactions des personnes confrontées à un problème, une incertitude sur la qualité d'un service ou des menaces diverses. Nous faisons l'hypothèse que les habitants développent plusieurs types de stratégies ou méthodes, au sens de A. Garfinkel (2007), en réaction à la multiplication des alertes en matière environnementale et sanitaire : outre les formes d'engagement public, nous identifions des stratégies de déni (Zonabend 1993) ; des pratiques d'accommodement ou de mise à distance personnelles ou interpersonnelles destinées à réduire les expositions aux risques notamment dans le cas des pollutions dont il est a priori difficile de prévoir l'étendue des effets. Chacune questionne les catégories sociologiques classiques, s'appuie sur des savoirs de statut épistémiques variables (expérience sensible, observations et repères personnels, communication de l'IECP, informations scientifiques ou administratives officielles) utilisées par les habitants pour évaluer la qualité des espaces qu'ils fréquentent et décider de la conduite à tenir à la fois au niveau individuel et collectif. Ces connaissances parfois en contradictions constituent autant de prises sur une réalité territoriale complexe dont nous souhaitons rendre compte.